ment rédigé et présenté vers 1683, donne les raisons sur lesquelles ils appuyaient leur droit aux territoires de la Nouvelle-Ecosse et de Québec. Pour l'éclaircissement de cette question, voici le document qui se trouve dans la série dite *Colonial State Papers, Plantations General*, vol. 66.

(Traduction.)

“ MÉMOIRE DES KIRK.

“ C'est chose bien connue en l'histoire qu'avant l'année de Notre Seigneur 1497, un certain Sébastien Cabot, Vénitien de naissance, étant pilote-major du roi Henri VII, fut en cette qualité employé par le Roi à faire des découvertes sur la côte d'Amérique, et qu'il découvrit d'abord Terre-Neuve même, et en prit possession pour l'usage du Roi (encore que les Français depuis aient usurpé cette île); qu'il pénétra aussi dans le golfe Saint-Laurent et la Grande Rivière de Canada, qu'il remonta jusqu'à Tadusac et Quebeck, et qu'il réclama tout ce territoire, en tant que premier possesseur, au nom de la couronne d'Angleterre, aucune autre nation chrétienne n'ayant jamais avant ce temps-là visité ces contrées ni les ayant fréquentées de plus de cent ans après.

“ Mais, en l'an 1600, quelques Français, ayant eu des renseignements touchant la valeur du trafic de ce pays, entreprirent une expédition dans le golfe de Canada et, nonobstant la possession longue et continue des Anglais et la paix pour lors établie entre les deux couronnes, s'emparèrent à main armée des terres situées au nord de la rivière de Canada; et, en l'an 1604, se saisirent de même du côté sud de la rivière, nommant le tout Nouvelle-France (*Nova-Francia*), dont ils gardèrent possession jusqu'en l'année 1621; à cette époque, le roi Jacques, ayant constaté de quelle façon injuste et contraire au droit des gens les Français avaient envahi ces terres et en avait pris possession, concéda, par lettres patentes, à Sr William Alexander, d'Ecosse (qui fut plus tard comte de Sterling), tout le pays sis du côté sud de la rivière, lequel les Français appelaient alors Acadie, lui donnant le nouveau nom de Nova-Scotia; et en vertu de cette concession Sr William Alexander entreprit une expédition à cette contrée, s'en rendit maître par les armes et y établit une colonie, qu'il entretint pendant plus de deux ans; mais, lors du traité de mariage de la feuë reine mère, le dit pays fut remis en la possession des Français et Sr William Alexander reçut en dédommagement, sous le grand sceau d'Ecosse, une gratification de 10,000 livres.

“ Mais ensuite, en 1627 et 1628, les deux couronnes étant en guerre, un certain Sr David Kirk, ses frères Sr Lewis et M. John Kirke, à présent Sr John Kirke, et plusieurs de leurs amis et parents, encouragés par des lettres de marque et la commission du Roi Charles I^{er}, firent un armement de 40,000 livres pour ressaisir ces contrées; ayant réussi dans leur dessein et pris Quebeck, sur la rive nord de la rivière de Canada, et les trois principaux forts, appelés Port-Royal, S. Jean et Pemptacoet, sur la rive sud, et ayant dépensé une forte somme pour réparer ces forts, et pris possession de tout le pays des deux côtés de la rivière de Canada, ils abandonnèrent la Nouvelle-Ecosse à Sr William Alexander (lequel les avait aidés à reprendre le tout) et retinrent pour eux le pays situé sur la rive nord de la rivière de Canada; et en raison de cette entreprise ainsi menée à bonne fin, encore qu'elle eût été accomplie en temps de guerre comme il a été dit précédemment, les dits Sr David Kirk et son frère Sr Lewis furent exécutés en effigie à Paris.

“ Mais, en 1632, la paix ayant été conclue entre Sa Majesté et Louis XIII, roi de France, comme une partie considérable du douaire de la reine était encore impayée, il fut convenu, pour en hâter le paiement, que tout le pays serait de nouveau restitué à la France; mais, en vertu d'un article particulier consenti en faveur des Kirk, qui avaient fait de grandes dépenses pour faire rentrer cette contrée sous l'obéissance de la couronne, il fut convenu qu'une somme d'environ 5,000 livres sterling leur serait payée par Mons^r de Cane, entre les mains duquel les dits forts et pays devaient être remis, pour l'usage de Sa Majesté Très Chrétienne.